

LE TEMPS

votation municipale Lundi 28 septembre 2009

Succès populaire pour l'OMC à Genève

Par Cynthia Gani

Les citoyens de la ville acceptent à 62% de voir l'organisation s'agrandir sur son site actuel, le Centre William-Rappard. Les opposants ne s'avouent pas vaincus: ils bloquent pour l'heure les travaux et demandent au TA l'annulation du scrutin

La bataille n'est pas terminée, mais les partisans de l'extension de l'OMC à Genève ont remporté dimanche une manche décisive. Avec une participation de 39,5%, les citoyens de la Cité de Calvin ont largement accepté, par 61,8% des voix, de donner plus de place à l'Organisation mondiale du commerce sur son site au bord du Léman, le Centre William-Rappard. Un [nouveau bâtiment](#) devrait voir le jour sur l'actuel parking de l'OMC. L'affaire n'est pas pliée pour autant: le scrutin n'a qu'une valeur consultative, puisque la Ville de Genève devait donner son préavis avant que le parlement cantonal se prononce: il reviendra au Grand Conseil de voter le déclassement des terrains et de modifier le plan de protection des rives du lac. De leur côté, [les opposants](#) ne s'avouent pas vaincus: ils bloquent pour l'heure les travaux et demandent au TA l'annulation du scrutin.

Les efforts de Pascal Lamy

Il n'en reste pas moins que les principaux intéressés, soit les employés de l'OMC, sont soulagés. Le directeur de l'organisation, Pascal Lamy, a toujours affirmé qu'il n'avait [pas de plan B](#) au cas où Genève ne voulait plus de l'OMC. Dimanche, il saluait un résultat qui «nous fait franchir une étape importante du projet de rénovation et d'extension du siège de l'OMC à Genève. L'organisation continuera à travailler avec les autorités de l'Etat hôte. Le débat occasionné par cette votation nous a permis de nous rapprocher de la population genevoise et nous poursuivrons nos efforts en ce sens».

Commune et canton soulagés

Lors de la campagne, autorités fédérales, cantonales et municipales [s'étaient unies](#) pour défendre un projet qualifié de crucial pour l'avenir de la Genève internationale. Du PS à l'UDC, tous les partis soutenaient l'extension de l'OMC et saluaient dimanche le résultat. Tous, sauf les formations de la gauche dure, qui martèlent que le futur bâtiment de l'OMC nuira aux Genevois en empiétant sur le parc Barton.

Fer de lance du «oui» en ville de Genève, la magistrate socialiste Sandrine Salerno avait repris le dossier des mains de son collègue Rémy Pagani, membre d'A gauche toute! (AGT) et farouche opposant au projet. Elle applaudit le scrutin «qui confirme l'attachement des habitants de la commune au fait que Genève est une ville internationale et multiculturelle. Le vote réaffirme des valeurs qui nous sont chères: l'ouverture sur le monde, le débat d'idées et le respect des opinions», estime-t-elle.

A l'attention des 38,2% d'opposants, l'édile rappelle que l'exécutif municipal a fixé des «cautèles très strictes» pour garantir que le nouveau bâtiment respectera les espaces publics. Sandrine Salerno prévient que ce scrutin n'est qu'un début dans l'amélioration des relations entre la Genève locale et la Genève internationales, sur lesquelles elle planche.

Au niveau du gouvernement, le conseiller d'Etat libéral Mark Muller, chargé des Constructions et candidat à sa réélection, a de quoi être soulagé: un préavis négatif de la Ville à l'approche des élections aurait mis le canton dans une situation inconfortable. Par ailleurs, le ministre estime le vote de dimanche «encourageant pour la suite, car, outre l'OMC, deux objets relatifs au développement de Genève seront soumis au peuple cet automne: le CEVA et le projet Praille–Acacias–Vernets».

Annulation du scrutin

Si Mark Muller n'a «guère de doute» sur le futur vote positif du Grand Conseil relatif à l'extension de l'OMC, il reste inquiet sur les obstacles qui demeurent: Action patrimoine vivant a déposé une demande de classement du Centre William–Rappard et de ses abords, qui bloque le début des travaux en empêchant qu'une autorisation de construire soit délivrée. «La volonté populaire est claire, j'appelle les opposants à déposer les armes», clame le libéral.

Membre d'Action patrimoine vivant, l'élue municipale d'AGT Christian Zaugg ne s'avance pas sur un éventuel retrait de cette demande: «Nous devons en discuter.» Mais il brandit une autre arme: le recours déposé par l'association, défendue par l'ex–conseiller d'Etat Christian Grobet, auprès du tribunal administratif demandant l'annulation du scrutin. Motif: la brochure explicative était lacunaire et la photographie publiée dans le tous–ménages distribué aux habitants de la ville, mensongère.

Les opposants semblent en revanche avoir renoncé à lancer un référendum au plan cantonal: «A moins que le PS et les Verts ne se réveillent en réalisant l'absurdité de leur position, nous n'irons pas contre la décision des Genevois», assure Salika Wenger, élue d'AGT en ville de Genève. Face au résultat, elle estime qu'«avec les faibles moyens dont nous disposons par rapport aux partisans du projet», le score est honorable.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA